

# La mort dissoute <sup>1</sup>

Un cas : l'Argentine

M a r t i n e L e f e u v r e - D é o t t e

«*Que je ne t'oublie pas ?*

*Non, pauvre spectre, non, tant que la mémoire*

*Habitera ce globe détraqué. [...]*

*[...] seul vivra ton commandement. »<sup>2</sup>*

**E**n Algérie, plus de 7 000 personnes ont été enlevées par les autorités dans les années 90, les familles des victimes ne savent pas si les leurs sont morts ou vivants. En Bosnie, dix ans après les massacres, des milliers de familles cherchent encore leurs « disparus »... La liste, qui dresserait aujourd'hui la carte des conflits qui utilisent la disparition comme technique de guerre, serait longue. On s'attachera ici, réfléchissant sur l'exemple argentin déjà ancien, à analyser la singulière figure du sans-trace qui continue de hanter nos guerres modernes. Ce ni mort / ni vivant, parce qu'il rend impossible le rituel funéraire et le travail du deuil au sens de Freud, perturbe fortement la société tout entière et le politique au plus vif de ses institutions. «*La voix endeillée*», selon la belle expression de Nicole Loraux, celle des affects, du pathos, du chant de la douleur, reflue sans cesse et risque de submerger la cité, troublant alors la réconciliation et la non-division. Au fond, quelle est la plainte des « disparus » et qu'exigent-ils pour la paix des vivants ? À cette question implacable et lancinante, comment répondent certains protagonistes en Argentine : les deux mouvements des Mères de la place de Mai ou encore le poète Gelman ? Face aux lois d'amnistie, c'est-à-dire d'oubli sur ordre, décrétées par les différents gouvernements depuis le retour à la démocratie, que signifient leurs différents modes de résistance face à toutes ces politiques du pardon, et que laissent-ils entendre ?

Entre 1976 et 1983, sous la dictature en Argentine, on compte environ 30 000 « disparus », 15 000 fusillés, 9 000 prisonniers, 1 500 000 exilés pour 30 millions d'habitants. La dernière junte militaire est discréditée par la défaite dans la guerre des Malouines,



Max Beckmann (détail)

1 – J'emprunte ici le titre du livre de Alain Brossat et Jean-Louis Déotte (dir.), *La Mort dissoute. Disparition et spectralité*, Paris, L'Harmattan, 2002.

2 – Shakespeare, *Hamlet*, Acte 1, scène V, traduction Yves Bonnefoy, Paris, Mercure de France, 1<sup>ère</sup> édition 1957, p. 46.



3 – Cf. Sandrine Lefranc, *Politiques du pardon*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, notamment p. 28 à 37, «L'Argentine : des poursuites à la clémence».

Martin Alfredo, *Les Mères «folles» de la Place de Mai*, Renaudot & Cie, 1989.

4 – Octobre 2001, entretien avec M.-L.S. et S.S., filles de disparu argentin, membres des HIJOS. (Enfants pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence). Leur slogan : «*Nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas, nous ne nous réconcilions pas.*»

le radical Alfonsín est élu en 1983. Il promulgue deux décrets, l'un ordonnant la poursuite des neuf membres des trois premières juntes, l'autre des sept principaux chefs des guérillas d'extrême gauche ; la condamnation équivalente des «*deux démons*» s'inscrit dans ces mesures et nourrit l'histoire officielle. Il s'agit là d'une falsification de l'histoire argentine, les branches armées des groupes «*subversifs*» ont été démantelées dans les années 1977. En 1985 s'ouvre un procès contre les commandants : cinq membres sont condamnés à la prison à perpétuité. Le verdict ne satisfait pas toutes les parties, la justice «*vraie*» n'est pas rendue. Parallèlement, Alfonsín prend l'initiative de la création d'une Commission nationale sur la disparition de personnes (CONADEP), elle doit enquêter sur le sort des détenus-disparus, elle remet son rapport de 50 000 pages *Nunca más* («*Plus jamais ça*»), où elle reprend en partie la théorie des «*deux démons*» et appelle à une «*réconciliation nationale*». Le 5 décembre 1986, Alfonsín déclare que le temps de la pacification entre les civils et les militaires est arrivé. La loi du

«*Point final*» est votée cette même année et doit mettre fin à la suspicion contre l'armée.

En 1987, celle de «*l'Obéissance due*» blanchit les membres des forces de sécurité de rang inférieur. Le péroniste Menem, élu en 1989, continue d'œuvrer à «*l'unification*» du pays et octroie en 1990 des grâces aux membres militaires condamnés en 1985. Il engage une politique de réparation financière aux victimes de la répression et en 1994 accorde des compensations aux ayants droit des «*disparus*»<sup>3</sup>. Les lois d'amnistie et de réconciliation se sont succédées en Argentine et pourtant «*les "disparus" ont laissé des traces partout, ce sont des âmes errantes [...] ils sont là. La société ne peut pas passer au-delà, ils la rattrapent, la regardent*»<sup>4</sup> et l'interrogent.

## L' institution du sans-trace

La technique de la disparition ne s'attaque pas seulement à la vie d'un ennemi supposé, elle lui ôte même sa mort, la dissout et la pulvérise. Elle cherche à effacer l'existence même des individus, les victimes ne sont jamais nées, aux proches de faire la preuve que les séquestrés ont bien existé. Cette arme est terriblement efficace : elle soustrait les cadavres, efface les preuves du crime, terrorise la population, bouleverse les repères symboliques dans l'inscription de la généalogie et des liens de parenté. Elle plonge pour longtemps les proches dans l'effroi le plus total, déjà parce que la douleur ne peut même pas s'accrocher à un deuil. Ne pas voir le cadavre, conforte « follement » le déni de la mort. Elle cherche à détruire cette distinction essentielle pour l'espèce humaine : celle de la vie et de la mort, en instituant une catégorie particulière, celle du ni vivant, ni mort. L'effacement des traces ouvre à un nouveau rapport au corps de l'ennemi : ce dernier n'est plus exposé comme trophée ou réduit à l'état de charogne, il est tout simplement nié dans la mort elle-même. Par cet acte, on quitte l'humanité, déjà en refusant une inscription (rituel funéraire, récit), à ceux qui sont devenus des « *superflus* » au sens d'Hannah Arendt et basculent *ipso facto* dans le rien.

Cette technique a été pensée et utilisée notamment par les Français en Indochine, mais aussi en Algérie. Trinquier est le théoricien de cette guerre « psychologique » et œuvre avec Aussaresses en 1957 pendant la bataille d'Alger. La répression urbaine anti-subversive demande alors le quadrillage de la ville, le fichage systématique des suspects, les rafles, l'extorsion des renseignements sous la torture et la perfection dans le crime : la non-présentation des cadavres, destinée à gagner du temps et à tétaniser la population. Maurice Audin disparaît le 21 juin 1957 pendant la

Page de gauche et ci-dessous :  
Frédéric Ardit, *Sans titre*, 2002



bataille d'Alger et 3 000 « rebelles » disparaissent avec lui cette même année. De 1957 à 1975, de nombreuses missions conjointes des armées de l'air et de terre françaises se succèdent dans les écoles de guerre d'Argentine, aidées dans leur tâche de formation par les services de l'armée nord-américaine<sup>5</sup>.

5 – Cf. sur ce point Gabriel Périès, « De l'Algérie à l'Argentine : regard croisé sur l'internationalisation des doctrines militaires françaises de lutte anti-subversive. Une approche discursive », in Alain Brossat et Jean-Louis Déotte (dir.), *op. cit.*, p. 95-134. Pierre Abramovici, « L'autre sale guerre d'Aussarresses », *Le Point*, 15 juin 2001 et Martine Lefeuvre-Déotte, *L'Ombre de la disparition (Algérie. Argentine)*, France Culture, « Le monde en soi », novembre 2001.

6 – Nicole Loraux, *Les Mères en deuil*, Paris, Seuil, 1990 ; *La Voix endeuillée. Essai sur la tragédie grecque*, Paris, Gallimard, 1999.

7 – Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Tome 1, livre II, 46, Paris, Classiques Garnier, traduction J. Voilquin, p. 126.

8 – Je me permets ici de renvoyer à mon texte « La politique des Mères, à propos des "folles" de la Place de Mai », in Alain Brossat, Jean-Louis Déotte (dir.), *op. cit.*, p. 75-95.

9 – Nicole Loraux, *La Voix endeuillée*, *op. cit.*, p. 40.

## Politique et rituels funéraires

Nicole Loraux, dans deux magnifiques ouvrages<sup>6</sup>, souligne le lien étroit à Athènes notamment, entre les règles de la nécessaire codification du deuil et la politique. Cet écart historique entre Athènes et Buenos Aires ne manquera pas, il me semble, d'être fructueux. En Grèce donc, l'excès, les cris sont dangereux pour le bon ordre de la cité. « *Aux pleurs des femmes, la politique des hommes répond en prescrivant un rituel funéraire qui impose des limites à l'émotion.* » Le deuil privé et public, surtout celui des mères, est civilisé en cérémonie. La douleur est contenue, domestiquée, ritualisée et le discours de l'oraison funèbre, tel celui de Périclès rapporté par Thucydide, en rendant hommage à la belle mort du citoyen, cherche à clore au plus vite, la tristesse de la perte des fils « *maintenant, après avoir versé des pleurs sur ceux que vous avez perdus, retirez-vous* »<sup>7</sup>. La communauté civique circonscrit fortement le pathos du deuil pour se perpétuer sans discontinuité, sans trouble et sans division. Dans la logique de Loraux, *a contrario*, les mères sans deuil de Buenos Aires, privées des rituels funéraires, ne peuvent qu'occuper l'agora<sup>8</sup> pour demander justice et réparation, ce qu'elles font d'ailleurs depuis 1977, harcelant les différents législateurs qui cherchent à construire « *la pacification* » à coups de lois.

La cité grecque aime le calme, elle se prémunit contre les excès féminins qui lui inspirent une « *méfiance civique* ». Pourtant, le rituel funéraire n'épuise pas totalement la souffrance et l'effroi face à la mort ; demeure du reste, de l'intraitable qui, pour Loraux, fait retour dans la tragédie. Les scènes de lamentation, les pleurs du chœur, la douleur s'installent dans le théâtre. La tragédie grecque n'est pas seulement un genre politique, « *cette représentation maîtrisée que la cité veut donner d'elle-même* », elle donne à entendre également l'*oratio*, la plainte infinie, la cruauté, la colère, c'est-à-dire l'autre de la politique. « *N'en doutons plus, ce que sous le signe du deuil interminable et de la vengeance, l'Electre de Sophocle met en scène dans le theatron, c'est une politique de femme, voire une "politique au féminin" impossible en Grèce, et, tout de même réalisée où la colère a pris la place du discours (logos).* »<sup>9</sup> Cette voix endeuillée, ces affects du deuil, qui sont à entendre plus comme un son que comme un discours, dérangeant et divisent *de facto* la cité. « *À nouveau, par l'évocation du deuil, contre la prescription de l'oubli par la cité, elle bouleversera le spectateur, elle l'incitera à*



*dépasser son appartenance à la communauté civique pour saisir son appartenance, plus essentielle encore à la race des mortels. Car tel est bien à jamais le dernier mot de ce que chante, au spectateur plus qu'au citoyen, la voix endeuillée de la tragédie.* »<sup>10</sup>

10 – *Idem*, p. 137.

Les *Madres* de Buenos Aires, interdites de rituels funéraires, troublent le bon ordre. Face à la politique résolument «réconciliatrice» des différents gouvernements, elles font entendre, c'est là notre hypothèse, une voix justicière et endeuillée, qui submerge par ses affects, ses excès, ses hurlements, non seulement la *plaza de Mayo*, mais la société en son entier. Ne dit-on pas en Argentine qu'il est impossible de faire de la politique avec la présidente des *Madres*, Hebe de Bonafini? Ces femmes entendent la plainte des détenus-disparus et y répondent avec force.

## **La marche intraitable des Mères de la Place de Mai**

Hebe a aujourd'hui 75 ans, trois de ses quatre enfants ont disparu. Le mouvement des *Madres*, devenues vieilles aujourd'hui, s'opposant à la dictature et à la technique de séquestration, a débuté en 1977, au début des années noires. Elles n'avaient aucune formation politique, comme Pélagie Vlassova<sup>11</sup>, elles comprennent que c'est hors de la cuisine, en s'instruisant et en apprenant véritablement à lire, qu'elles pourront demander des comptes sur le sort de leurs enfants. Elles se méfient immédiatement des associations trop bureaucratiques et frileuses, à leur gré. Interdites de deuil, elles s'emparent de la Place de Mai et l'habitent véritablement. Ce lieu les rassemble, les rapproche car elles sont toutes semblables dans leur malheur : commence là leur marche à la fois justicière et endeuillée, qui jusqu'à ce jour n'a connu aucun répit. Elles donnent rendez-vous à leurs «disparus» chaque jeudi : que nous demandent-ils? À quoi nous convoquent-ils? Saurons-nous les mériter? En 1980, alors qu'on commence à dire que les détenus-disparus sont morts, elles réclament leur «*apparition en vie*». S'ils sont morts, c'est que certains sont coupables, or tant que la vérité et la justice n'ont pas été rendues, il convient d'exiger leur présentation. Ce slogan reste pour elles dur et difficile à soutenir, elles ne sont en rien dupes, mais il faut inlassablement interroger les régimes en place par des slogans ou des poèmes, ne surtout pas les laisser en paix. Elles quittent rapidement le rôle de la victime pour entrer en résistance et organisent dès 1981, sur la Place de Mai, de longues marches. «*Nous voulions résister à cette dictature pendant 24 heures.* »<sup>12</sup> Elles refusent d'identifier les cadavres, «*si nous acceptons l'exhumation de ces morts, si nous acceptons cette mort, sans que personne ne nous dise qui les avait tués, sans que personne ne nous dise qui les avait séquestrés, sans que personne ne nous dise quelque*

11 – Bertolt Brecht, *La Mère. Vie de la révolutionnaire Pélagie Vlassova de Tver: D'après le roman de Maxime Gorki*, Paris, l'Arche, 1974, tome 3.

12 – Hebe de Bonafini, *Résister c'est vaincre. Madres de Plaza de Mayo*. Baiona, Gatuzain, 2000, traduction Martine Etxezaharreta. p. 34.



Max Beckmann, *Die Nacht*  
(*La Nuit*), 1918-1919,  
Huile sur toile, 133 x 154 cm

*chose, c'était les assassiner à nouveau*»<sup>13</sup> et c'est aussi accepter la disparition de la disparition. Elles revendiquent la maternité inversée : «*Nos enfants nous ont donné naissance*», elles naissent à leurs luttes, le jour même de leur disparition. Ils militaient pour un monde meilleur, elles les incarnent sur la Plaza et poursuivent leur travail. Elles deviennent les filles de leurs enfants, notamment sur la Place, où elles voient avec leurs yeux et parlent avec leur voix. Enfin, elles socialisent et partagent la maternité, elles deviennent chacune, mère de tous les disparus et effacent de leur foulard<sup>14</sup> les noms de leurs propres enfants pour tracer cet unique slogan : «*Apparition en vie de tous les disparus*».

Après les différents pardons accordés par Menem aux assassins, elles ripostent par cette nouvelle formule : «*Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas*». Face à ce dénominateur commun, la mort des enfants, elles impulsent à Paris en 1994, le mouvement des «*Mères en lutte*». La maternité doit être combative : «*Nous avons parlé pendant trois jours à huis clos avec des mères de disparus de nombreux pays d'Amérique, du Sahara occidental, des pays du nord de l'Afrique ; avec des mères de l'Ukraine dont les enfants sont victimes de terribles crimes écologiques, des femmes qui se*

13 – *Idem*, p. 41.

14 – Le foulard blanc est le signe de raliement des Mères qui, lors de leur premier grand rassemblement en 1977, avaient choisi de porter le linge blanc de leurs enfants.

sont unies contre la Mafia en Italie et contre le fascisme en Israël, avec celles qui essaient d'aider les victimes de la guerre dans l'ex-Yougoslavie [...] nos luttes étaient un seul et même combat, la lutte pour la vie.»<sup>15</sup> En 1995, les aveux des tortionnaires en Argentine, comme ceux de Scilingo<sup>16</sup>, les plongent dans la colère et la haine. «Je les hais, tout le monde les hait encore, ils sont maudits mille et une fois.» Le gouvernement fait connaître son intention d'apporter sa contribution en diffusant la liste des morts : «Nous ne voulons pas les listes des morts, nous voulons celles des assassins ; nous ne voulons pas seulement leurs confessions, nous les voulons en prison à perpétuité.» Elles n'acceptent pas les réparations en argent de 200 000 dollars : «Nous les Madres de plaza de mayo, nous ne permettons pas que l'on nous paye par de l'argent ce qui doit nous être payé par la justice [...], la vie de nos enfants n'a pas de prix [...], il n'y a pas assez d'argent sur terre pour pouvoir la payer.» À partir de 1995, elles organisent des «procès populaires éthiques et politiques» où les jeunes sont les juges. Notre héritage, notre legs, disent-elles, est un combat sans concession, sans interruption, sans repos.

Plus Hebe vieillit, plus les politiques de réconciliation s'affermis- sent et plus elle pense «ses petits plus doux qu'ils ne l'étaient»<sup>17</sup> ; elle les interpelle : «Chers enfants, salut nos amours, vous étiez jeunes, beaux et généreux», les questionne : «Ils sont parmi nous, ils sont certainement en train de tout espionner». Elle laisse libre cours aux insultes, à la colère, aux cris, au mépris, à la hargne, à la rage. Elle s'émerveille du miracle de la résurrection qui chaque jeudi s'opère sur cette Place envoûtante. Ils sont présents non seulement dans toutes les actions des Madres, mais encore dans toutes les rébellions. Hebe joue avec tous les jeux de langage et de sa voix inimitable, au cœur de la Place, comme portée par toutes ces photos de «détenus-disparus», elle pousse sa lamentation et déploie son discours à la fois magique, poétique, politique et religieux. Sa ligne en appelle à la vérité et à la justice, et laisse entendre tout en même temps cette *oratio*, à laquelle peu restent insensibles. La *madre*, la catégorie la moins politique qui soit, oppose *in fine* la plus fondamentale résistance.

Il est important de souligner qu'à partir de 1985, le mouvement se scinde en deux<sup>18</sup>, d'un côté le Mouvement des Mères de la Place de Mai avec Hebe de Bonafini comme présidente, de l'autre «la ligne fondatrice», dont l'une des porte-parole est Laura Bonaparte, qui a perdu sept membres de sa famille<sup>19</sup>. Si Hebe représente l'image même de la *ménis*, cette mémoire-colère, qui dure toujours et divise indéfiniment la cité ; la seconde paraît davantage s'engager sur

15 – *Idem*, p. 59.

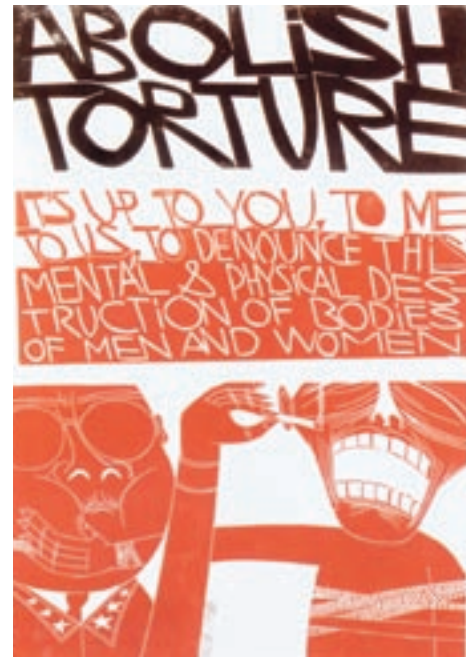
16 – Scilingo a avoué qu'il participait à des «*vols de la mort*», opérations lors desquelles des séquestrés étaient précipités vivants dans le Rio de la Plata.

17 – Shakespeare, *Richard III*, acte IV, scène 4.

18 – Cf. notre article «L'effacement des traces, la mère, le politique», in *Revue Socio-Anthropologie*, n° 12 («Traces»), 2002, p. 121-132.

19 – Laura Bonaparte et Claude Mary, *Une Voix argentine contre l'oubli*, Paris, Plon, 1999.

Affiche de Paul Peter Piech  
*Abolissons la torture*, 1986







Martha Rosler, *Empty Boys*,  
 extrait de la série *Bringing The  
 War Home: In Vietnam, 1967-72*,  
 photomontage imp. comme photo  
 couleur, éd: 10 - 61 x 51 cm

le chemin d'une possible négociation. Le nœud central du différend s'articule autour du traitement des traces des détenus-disparus. La ligne fondatrice ne reconnaît déjà aucune hiérarchie entre ses membres, respecte la différence de chaque Mère quant à sa propre douleur et dénonce la virulence autoritaire des propos de Hebe de Bonafini. La «socialisation de la maternité», «l'apparition en vie de tous les "disparus"», «la naissance inversée» ne sont que légendes et mensonges qui falsifient les faits. La vérité sur chaque cas doit être scrupuleusement établie ; les représentantes de cette ligne portent donc pendant la marche du jeudi hebdomadaire leurs propres photos avec les noms des absents. L'argent accordé par l'État aux familles est une réparation, c'est là le signe de sa responsabilité. «Dès 1983, l'ouverture des charniers a commencé. Au début des exhumations, les réactions ont été divergentes. Certaines ont refusé ces pratiques. C'était admettre la fin de leur lutte, disaient-elles. [...] Dans l'incertitude, aucune mère n'imagine ses enfants morts, il y a toujours une espérance. La ligne fondatrice accepte



*ce travail d'identification [...] Nous souhaitons aller contre la volonté des militaires qui, en les enterrant comme NN (nescio nomen) [...], avaient voulu en faire une masse tellement anonyme qu'on n'en aurait jamais parlé. Refuser de les identifier, c'est les faire disparaître une seconde fois.* »<sup>20</sup> Laura Bonaparte reconnaît que les aveux de Scilingo ont été nécessaires pour finalement accepter d'affronter la mort de ses enfants. Ce n'est qu'en 1995 qu'elle prend conscience de leur mort ; elle retrouve quelques années plus tard, grâce au travail des anthropologues légistes, les restes de sa fille et lui organise un rituel d'adieu. La ligne fondatrice se bat pour la connaissance de la vérité pour chaque cas de disparition forcée ; c'est là, pour elles, ce que revendiquent les détenus-disparus qui demandent avant tout à être inscrits dans une véritable histoire. «*Pour aller à contre-courant de l'oubli, il nous faut retrouver les histoires singulières [...] faire apparaître leurs noms, tout reconstituer, fragment après fragment.* »<sup>21</sup> Ils réclament la condamnation des criminels. Ceux-ci n'ont jamais été amnistiés pour les enlèvements d'enfants pendant la dictature et en 1998 les premières arrestations de militaires ont commencé. Laura Bonaparte pourtant, fait souvent référence dans ses discours, à la figure d'Antigone et à celle d'Hécube. Elle écrit de nombreuses fictions, où les *Madres* sont la proie de la colère, de la vengeance et de la démesure et reconnaît que «*seule, la justice étouffera le monstre de la cruauté que les Mères portent en elles* »<sup>22</sup>.

20 – *Idem*, p. 146-147.

21 – *Idem*, p. 155.

22 – Entretien avec Laura Bonaparte, mars 2002.

## Un poète orphelin de son fils : Juan Gelman

«*J'ai entrepris ces recherches pour répondre à la dernière volonté de mon fils : retrouver le sien.* »<sup>23</sup>

Marcelo Gelman naît en Argentine en 1956, le 24 août 1976, bien qu'il ne milite plus dans aucun parti, il est sequestré comme «*subversif* » par un groupe paramilitaire argentin, à son domicile, avec Claudia sa femme, enceinte de 7 mois. Son père, le poète Juan Gelman, perd pour de très nombreuses années leur trace.

Gelman mène une scrupuleuse enquête qui va durer plus de vingt ans : il apprend en 1978 que Claudia a accouché et qu'il est grand-père ; en 1989, il identifie les restes du corps de son fils, ensevelis dans un tambour de 200 litres rempli de sable et de ciment. Il voit que ce dernier a été assassiné d'un tir dans la nuque à un demi-mètre de distance, il peut alors enterrer le corps de son fils et partiellement raconter sa fin. Marcelo sort de cette insupportable inscriptibilité dans une symbolique dont parle Patrice Loraux<sup>24</sup> : «*Il est enterré à La Trablada. Au moins, pour lui, nous savons.* »<sup>25</sup>

Gelman, dans le même temps, écrit son œuvre poétique, qui obéit déjà à l'injonction de l'écriture, mais qui répond aussi à «*l'appel*

23 – Lettre ouverte de Juan Gelman au président Sanguinetti, publiée le 10 octobre 1999, dans les journaux *Pagina 12* de Buenos Aires et *La Republica* de Montevideo.

24 – Patrice Loraux, «*Les disparus* », in Jean-Luc Nancy (dir.), *L'Art et la mémoire des camps. Représenter, exterminer*, Paris, Seuil, «*Le genre humain* », n° 36, décembre 2001, p. 41-57.

25 – Juan Gelman, «*Lettre ouverte à mon petit fils* », in Edmundo Gomez Mango, *La Poésie de Juan Gelman et l'appel des disparus*, Myriam Solal, 2002, p. 39.

*des disparus*», pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Edmundo Gomez Mango<sup>26</sup>. Les vers tissent un lien fragile et ténu entre les vivants et les morts, on ne sait pas exactement ce que ces spectres demandent, mais ils parlent et brisent alors le silence et le secret dans lequel certains les tiennent emmurés. À peine inscrite dans un sens, la parole s'évanouit. Ce présent-absent qu'est le disparu, prend imperceptiblement voix et forme sous la figure réitérée de l'oxymore. La quête des disparus est interminable. Gelman et tous ceux qui l'écoutent, cherchent à saisir furtivement «*des nouvelles de leurs rêves*», «*ces compagnons qui ont semé du cœur*», «*qui changeaient le monde et lui mettaient des langes d'horizon*» et qui «*coupaient la tristesse avec leurs ciseaux d'or*». Quelquefois, ils rappellent que la douleur a trop dormi et qu'elle voudrait savoir, elle a besoin d'avenir ! Ils convoquent brutalement, les vivants, «*LA SOUFFRANCE/est-elle défaite ou bataille ?*»

Dans une prison, au milieu des coups, des viols et de la gégène, une camarade écrit la date de son accouchement. Ils leur arrivent d'adresser des messages sous une lueur paradoxale et tremblée :

*«C'est quoi cette lumière qui monte de tes morts, /  
vois-tu quelque chose  
à la lumière de cette lumière ? /  
que vois-tu ? /osselets soutenant l'automne ? [...]  
maintenant passent les compagnons avec la langue fermée/[...]  
raclent le silence avec un os/  
l'os est en train d'écrire le mot "lutter" /  
l'os est devenu un os qui écrit.»*<sup>27</sup>

27 – Juan Gelman, *op. cit.*, «autres écritures», p. 81-82.

La dictature militaire et la terreur d'État en Argentine ont voulu non seulement ruiner la distinction fondamentale du mort et du vivant, mais elles se sont aussi logiquement attaquées à la langue, «*l'épuration de la novlangue cherche à atteindre cet état de perfection où le stock de mots disponibles rendra impossible la pensée hérétique*»<sup>28</sup>. Gelman inscrit doublement un acte de résistance, non seulement dans ce jaillissement des mots qu'il tord, «*Qu'on invente une langue qui contienne toute la fureur qui manque !*»<sup>29</sup> mais aussi parce qu'il inscrit, «*dans ce pays glacé de sang*», non seulement pour lui-même, mais aussi pour tous, les morts au milieu des vivants. Les premiers demandent, là encore, des comptes : aux crimes de la dictature, prolongés par les amnisties et le silence, ils réclament la recherche des corps, des identités, des histoires et la lutte.

L'enquête inlassable et systématique progresse, les preuves s'accumulent : Marcelo et Claudia ont été enfermés dans un centre clandestin de détention et de torture, le garage Automotores Orletti qui fonctionne en plein quartier de Floresta (Le jardin) ! En avril 1995, Gelman écrit une lettre ouverte à son petit-fils : «*Dans six mois tu auras 19 ans. Tu dois être né un jour d'octobre 1976 dans un camp*

28 – Claude Lefort, «Orwell, le corps interposé», in *Passé-Présent*, n° 3 («La force de l'événement»), 1984. p. 81.

29 – Juan Gelman, «Viendra ta parentèle concernée», in Edmundo Gomez Mango, *op. cit.*, p. 125.



Frits Van den Berghe,  
*Généalogie*, 1929

*de concentration. Ton père s'appelait Marcelo. Ta mère, Claudia. [...] Il me semble très étrange de te parler de mes enfants comme de tes parents qu'ils n'ont pas été. Je ne sais pas si tu es un homme ou une femme. Je sais que tu es né. [...] J'aimerais te parler d'eux et que tu me parles de toi. Pour connaître mon fils en toi et pour que tu reconnaises en moi ce que j'ai de ton père : nous sommes tous les deux orphelins de lui. »<sup>30</sup>*

Fin 1998, Gelman apprend que Claudia a été transférée finalement en Uruguay, où elle a mis au monde son enfant. Il a été volé, comme «butin de guerre» et donné à un couple stérile, inscrit sur une liste d'attente. Cinq cents enfants environ ont connu ce sort identique, pendant la dictature. Claudia a été immédiatement mise à mort. Des centaines d'autres jeunes femmes, après leur accouchement, ont été torturées et tuées dans des centres de torture clandestins installés au cœur des grandes villes, à quelques pas de ceux qui les pensaient «disparues». À ce jour on ne sait rien de Claudia précisément, mais on connaît bien le nom de ses bourreaux. Les recherches piétinent, Gelman doit absolument obéir à ce qu'il sait être la dernière volonté de son fils : rechercher son propre enfant. Le 10

30 – Juan Gelman, «Lettre ouverte à mon petit-fils», *op. cit.*, p. 38-39-40.

octobre 1999 une lettre ouverte au président Sanguinetti est publiée. Non seulement Gelman rappelle avec une grande précision les faits, mais dresse une imposante liste de noms des tortionnaires ayant sévi à Orletti et au service de renseignements de l'armée à Montevideo. Dix mille personnes dans le monde entier dont dix prix Nobel soutiennent la recherche de Gelman et somment Sanguinetti de répondre. Le 6 novembre le président nie les accusations et soupçonne Gelman de fomenter quelques complots politiques à la veille des élections. Novembre 2000, Gelman présente au tribunal de Balthazar Garzon un document de dix pages, accompagné de cent cinquante feuillets de documentation. La liste de plus de cent tortionnaires argentins et uruguayens impliqués dans l'assassinat des enfants est dressée. Mars 2000, Batlle est élu en Uruguay ; Gelman continue de livrer les noms des perpétrateurs à la presse et de présenter des preuves ; les lettres de soutien continuent d'affluer et interrogent fermement les autorités politiques. Avril 2000, «*Batlle confirme à Gelman que sa petite-fille vit en Uruguay*»<sup>31</sup>. Le poète la rencontre, il est ensuite reçu par un très large public et lit certains de ses poèmes dans un théâtre de Montevideo. «*La parole poétique a rouvert l'écoute de la ville à ce qui en elle a eu lieu d'inouï, d'inaudible : la terreur, l'épouvante de son histoire récente. [...] La mémoire assigne à la voix du poète la mission de faire sienne la douleur de la cité, de se l'approprier, et de la chanter. [...] Comme si la poésie retrouvait le temps éphémère de quelques jours, une puissance ancienne depuis longtemps perdue : celle des hymnes, des péans, des chants de guerre, des thrènes, des répons. [...] Une des fonctions majeures de la poésie apparut au grand jour : celle de réunir, rassembler, remémorer, raccorder autour de la parole amoureuse de la poésie, de l'Éros, du chant, ce que la mort, l'exil, la torture avaient délié, démembré, séparé et fait disparaître.*»<sup>32</sup>

Les législations prescrivent l'oubli et travaillent à la réconciliation ; dans des registres certes différents, la voix justicière et endeuillée de Bonafini, Bonaparte dans ses contes, Gelman dans son thrène, ravive fortement la mémoire et divise la cité : les détenus-disparus commandent la vérité, la justice et la lutte.

*Martine Lefevre-Déotte*

31 – *La Republica*, Montevideo, 1<sup>er</sup> avril 2000.  
<http://prairial.free/Gelman/>

32 – Juan Gelman, in Edmundo Gomez Mango, *op. cit.*, p. 17, 21 et 24.